



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Vehicles & Industrial Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7A2, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Refueller dual tank	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-185867/B	Date 2018-06-04
Client Reference No. - N° de référence du client 6000428121	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HP-929-74927	
File No. - N° de dossier hp929.W8476-185867	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-06-29	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Way, Stephanie	Buyer Id - Id de l'acheteur hp929
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-3300 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W8476-185867/A, datée du 05 mars 2017, dont la date de clôture était le 23 avril 2017, à 2:00 p.m. EDT.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Besoin
- 1.2 Compte rendu
- 1.3 Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.4 Lois applicables
- 2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instruction pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET BASE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1 Besoin
- 6.2 Clauses et conditions uniformisées
- 6.3 Durée du contrat
- 6.4 Responsables

- 6.5 Paiement
- 6.6 Instructions relatives à la facturation
- 6.7 Attestations
- 6.8 Lois applicables
- 6.9 Ordre de priorité des documents
- 6.10 Clauses du guide des CCUA
- 6.11 Inspection et acceptation
- 6.12 Préparation en vue de la livraison
- 6.13 Instructions d'expédition- livraison à destination
- 6.14 Documents de sortie - distribution
- 6.15 Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production
- 6.16 Rapports périodiques
- 6.17 Outils et équipement en vrac
- 6.18 Matériel
- 6.19 Modification de conception
- 6.20 Interchangeabilité
- 6.21 Conditionnement
- 6.22 Service à la livraison
- 6.23 Avis de rappel de véhicules

Pièces jointes

Annexe "A" – Prix

Annexe "B" - Description d'achat - Un camion-citerne à compartiment double

Annexe "C" - La matrice d'évaluation technique - Un camion-citerne à compartiment double

Annexe "D" - Instruments De Paiement Électronique

Annexe "E" - Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Le Canada invite les fournisseurs à présenter des propositions pour ce qui suit:

1.1.1 La quantité de quatre (4), Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaires tel que décrit à l'Annexe "A" Prix et conformément à l'Annexe "B" - Description d'achat - Un camion-citerne à compartiment double.

1.1.2 Options irrévocables énumérées à l'Annexe "A"- Prix.

Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmées, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et à plus d'une occasion à la discrétion du Canada, jusqu'à concurrence de la quantité indiquée à l'Annexe "A"- Prix.

Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois suivant l'octroi du contrat.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2017-04-27) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :

- L'article 05, Présentation des soumissions, est modifié comme suit
 - Le paragraphe 1 est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit : « Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture de la demande de soumissions ou sur demande de l'autorité contractante, par exemple dans le cas d'une soumission acheminée par Connexion postel, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une soumission est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article intitulé Coentreprise. »
 - L'alinéa 2d. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de faire parvenir sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) indiqué dans la demande de soumissions ou à l'adresse indiquée dans la demande de soumissions, selon le cas; »

-
- L'alinéa 2e. est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit : « de veiller à ce que le nom et le numéro d'entreprise - approvisionnement du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la demande de soumissions ainsi que la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions soient clairement indiqués dans la soumission; et »
 - L'article 06, Soumissions déposées en retard, le texte est entièrement supprimé et remplacé par le texte suivant : « TPSGC renverra les soumissions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées dans la demande de soumissions, à moins que ces soumissions ne soient considérées comme des soumissions retardées selon les circonstances énoncées à l'article intitulé Soumissions retardées. Les soumissions transmises par un moyen autre que le service Connexion postal de la Société canadienne des postes seront renvoyées. Dans le cas des soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal, les conversations initiées par le Module de réception des soumissions à l'aide du service Connexion postal qui comporte un accès, des dossiers et des renseignements relatifs à une soumission déposée en retard seront supprimées. »
 - L'article 07, Soumissions retardées, est modifié comme suit :
 - Le paragraphe 1 est modifié pour ajouter l'élément de preuve suivant : « d : une date et heure de l'envoi du service Connexion postal de la SCP indiquée dans l'activité de la conversation du service Connexion postal. »
 -
 - L'article 8, Transmission par télécopieur, est entièrement supprimée et remplacé par l'article suivant :

Transmission par télécopieur ou par le service Connexion postal

1. Télécopieur

- a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises par télécopieur. Le seul numéro de télécopieur valide pour la réception des réponses aux demandes de soumissions émises par l'administration centrale de TPSGC est le 819-997-9776 ou, le cas échéant, le numéro de télécopieur indiqué dans la demande de soumissions. Le numéro de télécopieur pour répondre aux demandes de soumissions émises par les bureaux régionaux de TPSGC est indiqué dans la demande de soumissions.
- b. Pour les soumissions transmises par télécopieur, le Canada ne sera responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, il n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. réception d'une soumission brouillée ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou condition du télécopieur utilisé pour la réception;

- iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;
 - vii. sécurité des données contenues dans la soumission.
- c. Une soumission transmise par télécopieur constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article intitulé Présentation des soumissions.

2. Connexion postal

- a. Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions peuvent être transmises à l'aide du service Connexion postal fourni par la Société canadienne des postes.
(https://www.canadapost.ca/web/fr/products/details.page?article=epost_connect_send_a).
- b. Pour transmettre une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit :
 - i. envoyer directement sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal en vigueur entre son entreprise et la Société canadienne des postes; ou
 - ii. envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date de clôture de la demande de soumissions, un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après cette date pourraient rester sans réponse.
- c. Si le soumissionnaire envoie un courriel au Module de réception des soumissions, ce dernier entamera alors la conversation Connexion postal dans laquelle le soumissionnaire pourra transmettre sa soumission à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions. La conversation du service Connexion postal créera une notification par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder au message dans la conversation, et le soumissionnaire peut répondre à la notification par courriel en transmettant sa soumission.
- d. Si le soumissionnaire utilise sa licence d'entreprise en vigueur pour envoyer sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte jusqu'à au moins trente jours ouvrables suivant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.

-
- e. L'adresse de courriel du Module de réception des soumissions à l'administration centrale de TPSGC est : TPSGC.DGAreceptiondessoumissions-ABBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Le numéro de la demande de soumissions doit être indiqué au champ réservé à la description dans toutes les transmissions électroniques.
- f. Il est important de savoir qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postel. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser l'adresse du Module de réception des soumissions indiquée à la page 1 de la demande de soumissions pour s'inscrire au service.
- g. Dans le cas des transmissions par le service Connexion postel, le Canada ne pourra pas être tenu responsable de tout retard ou panne touchant la transmission ou la réception des soumissions. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
- i. réception d'une soumission brouillée ou incomplète;
 - ii. disponibilité ou condition du service Connexion postel;
 - iii. incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et celui utilisé pour la réception;
 - iv. retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. défaut de la part du soumissionnaire de bien identifier la soumission;
 - vi. illisibilité de la soumission;
 - vii. sécurité des données contenues dans la soumission;
 - viii. incapacité de créer une conversation électronique par le service Connexion postel.
- h. Une soumission transmise par le service Connexion postel constitue la soumission officielle du soumissionnaire et doit être conforme à l'article intitulé Présentation des soumissions.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en *Ontario* et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achats contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civil avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence et tel qu'amendé à l'article 2.1, Instructions, clauses et conditions uniformisées, de la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires. Les soumissionnaires sont requis de soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service Connexion postal à la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document.

Le Canada demande que les documents soient identifiés, groupés et présentés en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations
Section IV : Renseignements supplémentaires

Si le soumissionnaire fournit simultanément une copie papier de la soumission à l'aide d'une autre méthode de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique aura préséance.

- Si le soumissionnaire choisit de transmettre sa soumission sur papier, le Canada demande que la soumission soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 exemplaires papier)
Section II : Soumission financière (1 exemplaires papier)
Section III : Attestations (2 exemplaires papier)
Section IV : Renseignements supplémentaires (2 exemplaires papier)

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires devraient compléter et soumettre avec leur soumissions ce qui suit;

Annexe " C » - Grille d'évaluation technique

3.1.1 Produits de remplacement et solutions de rechange

Les soumissionnaires peuvent proposer des produits de remplacement et des solutions de rechange où équivalent est indiqué dans la description technique du besoin (Description d'achat/Énoncé du besoin/Énoncé des travaux). Les offrants / fournisseurs sont incités à proposer des solutions écologiques chaque fois que possible.

1. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction et du rendement seront pris en considération par l'autorité technique lorsque le soumissionnaire :
 - (a) Indique clairement un produit de remplacement et/ou une solution de rechange;
 - (b) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement et/ou du produit, s'il y a lieu;

-
- (c) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué dans la description technique du besoin;
 - (d) fournit les caractéristiques complètes et les brochures, s'il y a lieu;
 - (e) présente une déclaration de conformité comprenant les caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange répondent à toutes les exigences techniques indiquées dans la description technique du besoin;
 - (f) indique clairement les parties dans le libellé d'achat et dans les brochures qui confirment que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange sont conformes aux exigences techniques.
2. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction et du rendement ne seront pas pris en considération par l'autorité technique si :
- (a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité technique d'évaluer pleinement l'équivalence du produit; ou
 - (b) le produit de remplacement et/ou la solution de rechange ne répondent pas aux exigences techniques précisées dans la description technique du besoin.

Section II: Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement à la partie 6 et à l'annexe A - Prix.



3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe «D» Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe «D» Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire PWGSC-TPSGC 450  (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html>), Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire PWGSC-TPSGC 450  (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/450-fra.html>) pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la PARTIE 5 - ATTESTATIONS.

Section IV: Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

3.1.4 Livraison

Quantité ferme

Bien que la livraison du (des) véhicule(s) soit demandée pour le ou avant le 03 Dec 2018 la livraison la plus hâtive pouvant être offerte est la suivante:

Article 001 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et des articles connexes seront livrés dans les _____ jours civils à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Article 002 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et des articles connexes seront livrés dans les _____ jours civils à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Article 003 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et des articles connexes seront livrés dans les _____ jours civils à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Article 004 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et des articles connexes seront livrés dans les _____ jours civils à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Quantité optionnelle

Si une option est exercée, la livraison la plus hâtive pouvant être offerte est la suivante:

Article 005 - La quantité maximale de quatre (4) Un camion-citerne à compartiment double et des articles connexes seront livrés dans les _____ jours civils après une option est exercée.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

4.1.1.1 Preuve de conformité obligatoire

- a) Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux critères d'évaluation technique obligatoires énumérés dans Annexe « C » – Matrice d'évaluation technique, en fournissant de l'information complète et détaillée démontrant comment chaque critère sera satisfait ou adressé. Il n'est pas suffisant de simplement répéter le critère d'évaluation technique.
- b) Les soumissionnaires qui proposent des produits de remplacement et/ou des solutions de rechange doivent fournir avec leur soumission, toute l'information requise conformément à la Partie 3, section 2 - Produits de remplacement et solutions de rechange pour que l'on tienne compte de leur soumission.

4.1.2 Critères d'évaluation financiers obligatoires

- 4.1.2.1** Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Prix pour les articles 001 à 007.
- 4.1.2.2** Les prix de la soumission doivent être en dollars canadiens, rendus droits acquittés (DDP) à destination, selon les Incoterms 2000, pour la livraison de la quantité ferme pour l'article 001 à 004 et quantité optionnelle point 005, dollars canadiens pour l'exploitant et les instructions de maintenance / formation (option) article 006, 007. Les droits de douane et la taxe d'accise du Canada sont inclus s'il y a lieu, et les taxes applicables sont en sus.

4.1.2.3 Prix global évalué

Les soumissions seront évaluées en fonction d'un prix global pour la quantité ferme, les quantités optionnelles et la séance d'instructions de familiarisation (Option).

4.1.2.4 Pour déterminer le prix total pour la quantité ferme, le calcul sera le suivant:

- a) Le prix unitaire ferme pour la quantité ferme sera multiplié par les quantités estimées identifiées.

4.1.2.5 Puisque les options relatives aux quantités optionnelles seront exercées par provinces, on établira une moyenne pour le prix unitaire ferme pour les quantités optionnelles.

Pour déterminer le prix moyen pour les quantités optionnelles, le calcul sera comme suit :

- a) Le prix unitaire ferme pour la quantité optionnelle pour chaque province identifiées sera additionné;
- b) La somme sera divisée par cinq (5).

4.1.2.6 Le prix unitaire de ferme pour la familiarisation / formation (option) en français et en anglais sera calculé en moyenne.

Pour déterminer le prix moyen pour la familiarisation / formation (option), le calcul sera le suivant:

- a) Le prix unitaire de ferme pour la familiarisation /formation (option) en français et en anglais sera additionné; et
- b) La somme sera divisée par deux (2).

4.1.2.7 Pour déterminer le prix global évalué pour la quantité ferme, les quantités optionnelles et la séance d'instructions de familiarisation (option), le calcul sera comme suit :

- a) Le prix moyen pour la quantité optionnelle obtenu au point 4.1.2.5
- b) ci-dessus sera multiplié par le nombre estimatif total des quantités optionnelles identifiées.

- b) Le prix moyen pour la familiarisation / formation (option) obtenu au point 4.1.2.6 b) ci-dessus sera multiplié par le nombre estimatif total des quantités optionnelles identifiées; et
- c) Le résultat sera ajouté au prix total de la quantité ferme obtenue au 4.1.2.4 (a) ci-dessus

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires techniques et financiers pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué global le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée «Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation» remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.3.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous les véhicules/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de la description d'achat.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2.3.2 Attestation – Clause D5540C « ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q) » - Pour les articles 001, jusqu'à 005

Le soumissionnaire atteste qu'il satisfait, et qu'il continuera de satisfaire pendant toute la durée du contrat, à toutes les exigences de la clause D5540C « ISO 9001:2008 - Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q) » qui se trouve à la partie 6

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

5.2.3.3 Attestation des caractéristiques environnementales générales

Le soumissionnaire doit sélectionner et remplir l'une des deux déclarations suivantes aux fins d'attestation

A) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire est inscrit ou rencontre la norme ISO 14001.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

ou

B) Le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire satisfait et continuera de satisfaire, pendant toute la durée du contrat, à un minimum de quatre (4) des six (6) critères identifiés dans le tableau ci-dessous.

Le soumissionnaire doit indiquer qu'il satisfait à un minimum de quatre (4) critères.

Pratiques écologiques au sein de l'organisation des soumissionnaires	Insérez un crochet pour chaque critère qui est respecté.
Favorise un environnement sans papier au moyen de directives, procédures et / ou des programmes.	
Tous les documents sont imprimés recto verso et en noir et blanc dans le cadre des activités quotidiennes, excepté lors d'indications contraires par votre client.	
Le papier utilisé dans le cadre des activités quotidiennes est composé d'un minimum de 30% de matières recyclées et possède une certification de la gestion durable des forêts.	
Utilise préférentiellement des encres écologiques et achète des cartouches d'encre réusinées ou cartouches d'encre qui peuvent être retournées au fabricant aux fins de réutilisation et de recyclage dans le cadre des activités quotidiennes.	
Des bacs de recyclage pour le papier, le papier journal, le plastique et l'aluminium sont disponibles et vidés régulièrement conformément au programme de recyclage local.	
Un minimum de 50% de matériel de bureau détient une certification écoénergétique.	

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

6.1 Besoin

6.1.1 L'entrepreneur doit livrer quatre (4) compartiment double camion-citerne et des articles auxiliaires décrits à l'annexe " un » - Établissement des prix et en conformité avec l'annexe " B » - Description d'achat compartiment double camion-citerne.

6.1.2 L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable décrite à l'Annexe "A"- Prix.

6.1.2.1 Les options ne pourront être exercées que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.1.2.2 Les options peuvent être exercées en totalité ou en partie et en plus d'une occasion à la discrétion du Canada et jusqu'à concurrence de la quantité maximum indiquée à l'Annexe "A"- Prix.

6.1.2.3 Les options peuvent être exercées dans les douze (12) mois après l'octroi du contrat.

6.2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide est disponible sur le site Web de TPSGC : [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>).

6.2.1 Conditions générales

2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Livraison des véhicules

6.3.1.1 Quantité ferme

La livraison des véhicules doit être effectuée comme suit :

Article 001 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaire doivent être livrés le ou avant le _____.
(date à insérer par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

Article 002 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaire doivent être livrés le ou avant le _____.
(date à insérer par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

Article 003 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaire doivent être livrés le ou avant le _____.
(date à insérer par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

Article 004 - Quantité un (1) Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaire doivent être livrés le ou avant le _____.
(date à insérer par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

6.3.1.2 Quantité optionnelle

Article 005 - Article 001 - Quantité quatre (4) Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaire doivent être livrés le ou avant le _____. (date à insérer par l'autorité contractante au moment de l'attribution du contrat.)

6.4. Responsables

6.4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom: Stephanie Way
Titre: Supply Specialist
Organisation: Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements, Direction TPLEP,
Division HP
7A2, Place du Portage, Phase 3, 11 rue Laurier,
Gatineau, Quebec,
K1A 0S5
Téléphone : 873-469-3300
Télécopieur : 819-953-2953

Courriel: Stephanie.way @tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.4.2 Responsable des achats

Le responsable des achats pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Titre: _____

Organisation: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

Le responsable des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en œuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat.

L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec le responsable des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.3 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Titre: _____

Organisation: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux

sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.4.4 Responsable de l'assurance qualité

Le responsable de l'assurance qualité pour le contrat est :

Nom: _____ (à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Titre: _____

Organisation: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

La CAQ est le responsable de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du présent contrat. La CAQ est responsable de faire le suivi du système de gestion de la qualité du fournisseur afin d'établir la confiance que le fournisseur a la capacité de satisfaire aux exigences en matière de qualité dans le contrat.

6.4.5 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____ (à être complété par le soumissionnaire.)

Titre: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison :

Nom : _____ (à être complété par le soumissionnaire.)

Titre: _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

6.4.6 Service après-vente

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie et une gamme complète

de pièces de rechange pour le véhicule/l'équipement offert:

Article 001

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 002

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 003

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

Article 004

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent : _____ km

6.5. Paiement

6.5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes spécifiés dans l'Annexe A - Prix et selon ce qui suit:

6.5.1.1 Base de paiement (BDP) Type 1

Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables en sus.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant). *(Supprimer cette phrase si le soumissionnaire ne réclame pas la fluctuation)*

6.5.1.2 Base de paiement (BDP) - Type 2

Des prix unitaires fermes en dollars canadiens, y compris les droits de douane et taxes d'accise du Canada s'il y a lieu, et les taxes applicables en sus.

Le prix payé sera ajusté conformément aux dispositions relatives à la fluctuation du taux de change (le cas échéant). *(Supprimer si le soumissionnaire ne demande pas de protection contre la fluctuation du taux de change)*

6.5.1.3 Base de paiement (BDP) Type 3

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/d10/v238/fr>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation des coûts et les informations pertinentes pour les frais de déplacement et de subsistance.

Le prix payé sera rajusté en fonction de la disposition relative à la fluctuation du taux de change (le cas échéant). *(Supprimer cette phrase si le soumissionnaire ne réclame pas la fluctuation)*

6.5.2 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Échange de données informatisées (EDI) ;
- c. Virement télégraphique (international seulement) ;

6.5.3 Clauses du guide des CCUA

C6000C	Limite de prix	2017-08-17
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12
C3015C	Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change	2017-08-17

6.6 Instructions relatives à la facturation

6.6.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures » des conditions générales en plus d'indiquer le # Client BT845. Les factures ne doivent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture sont complétés. Les offrants / fournisseurs sont priés de fournir les factures en format électronique sauf si indication contraire de l'autorité contractante ou chargé de projet, réduisant ainsi le matériel imprimé.

Chaque facture doit être appuyée par:)

- (a) une copie du document de sortie, un certificat d'inspection et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;

6.6.2 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) Canada,
K1A 0K2

À l'attention de: DLP _____

-
- (c) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante de TPSGC identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.6.3 Retenue de garantie

Une retenue de dix pour cent (10 %) s'appliquera au prix total de chaque véhicule des articles 001 à 007 sur tout paiement final dudit véhicule/équipement. La retenue de dix pourcent (10%) est conditionnelle à la réception et l'acceptation par le responsable des inspections du dit véhicule/équipement, ainsi que tous les articles auxiliaires identifiés à l'Annexe "A" prix.

Les taxes applicables, selon le cas, doivent être calculées pour le montant total du prix du véhicule, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas des taxes réclamées et est payable sous la facture précédente.

- (a) L'original et un (1) exemplaire pour la retenue doivent être envoyés à l'autorité pour les achats identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- (b) Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.7 Attestations

6.7.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.7.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur.

Lorsqu'un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite->

emploi/programme-contrats-federaux.html#s4). L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.8 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) 2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- (c) Annexe A - Prix;
- (d) Annexe "B" - Description d'achat - Un camion-citerne à compartiment double
- (e) Annexe E, Programme de contrats fédéraux en matière d'équité d'emploi - Attestation;
- (f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____

6.10 Clauses du guide des CCUA

A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9049C	Sécurité des véhicules	2011-05-16
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
C2800C	Cote de priorité	2013-01-28
C2801C	Cote de priorité - entrepreneurs établis au Canada	2017-08-17
D3010C	Livraison de marchandises dangereuses / produits dangereux	2016-01-28
D5510C	Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada	2017-08-17
D5515C	Autorité de l'assurance de la qualité (MDN) - entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis	2010-01-11
D5540C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ Q)	2010-08-16
D5604C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi à	2008-12-12

	l'étranger	
D5605C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi aux États-Unis	2010-01-11
D5606C	Documents de sortie (MDN) - entrepreneur établi au Canada	2012-07-16
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30
G1005C	Assurances	2016-01-28

6.11 Inspection et acceptation

L'autorité technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.12 Préparation en vue de la livraison

Le véhicule/équipement doit être entretenu, réglé et livré dans un état qui en permet l'utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le véhicule quitte l'usine et soit remis au responsable des inspections ou son mandataire au lieu de livraison final.

Les réservoirs d'essence doivent être remplis au moins à moitié avant la remise du ou des véhicules au responsable des inspections ou son mandataire

6.13 Instructions d'expédition- livraison à destination (Quantité ferme)

6.13.1 L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP à destination - rendu droits acquittés aux destinations (tel qu'indiqué à l'Annexe "A" - Prix) À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. Les frais d'expédition doivent être indiqués séparément dans la facture de l'entrepreneur. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes.

6.13.2 L'entrepreneur doit livrer les biens aux dépôts d'approvisionnement des Forces canadiennes (FC) sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec les personnes désignées à l'Annexe "A"- Prix. Le destinataire peut

refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

6.14 Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit remplir les documents de sortie dans un format électronique en vigueur et les distribuer comme suit:

- a. Une (1) copie envoyée par la poste au destinataire avec la mention : « À l'attention de l'agent de réception »;
- b. Deux (2) copies avec l'envoi au destinataire, dans une enveloppe imperméable à l'eau;
- c. Une (1) copie à l'autorité contractante;
- d. Une (1) copie au:
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2
À l'attention de : _____
- e. Une (1) copie au représentant de l'assurance de la qualité;
- f. Une (1) copie à l'entrepreneur; et
- g. Pour les entrepreneurs non-canadiens, une (1) copie au:
DAQ/Administration des contrats
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Mgén George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (ON) K1A OK2
Courriel: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

Remarque : Pour les contrats relatifs à la livraison de carburant aux aéronefs, les copies b, c et d ne sont pas requises.

6.15 Réunion postérieure à l'attribution du contrat / Réunion de pré-production

Dans un délai de dix (10) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des

représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.16 Rapports périodiques

L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels, en format électronique, sur l'avancement des travaux, au responsable technique et à l'autorité contractante.

Chaque rapport d'étape doit répondre aux questions suivantes:

- (a) La livraison se fait-elle à temps?
- (b) Le contrat est-il exempt de problèmes susceptibles d'exiger l'aide ou les conseils du Canada?
- (d) Une explication doit accompagner toute réponse négative.

6.17 Outils et équipement en vrac

Tous les articles et outils expédiés en vrac doivent être inscrits sur le Certificat d'inspection (CF 1280) ou sur le bordereau d'emballage fourni avec le véhicule/équipement, pour la vérification lors du transport.

6.18 Matériel

Le matériel fourni doit être neuf et de production courante par le fabricant. (Année-modèle 2018 ou plus récent).

6.19 Modification de conception

La "Procédure de modification/écart par rapport au modèle et demande d'exemption" qui est exposée dans la norme de la Défense nationale D-02-006-008/SG-001 s'appliquera.

6.20 Interchangeabilité

A moins de modifications autorisées par l'autorité contractante au cours du cycle de fabrication, tous les véhicules fournis en fonction d'un article donné d'un contrat doivent être de marque et de modèle semblables, et tous leurs assemblages, sous-ensembles et pièces doivent être interchangeables.

6.21 Conditionnement

Les méthodes de préservation et de conditionnement doivent être conformes à la norme courante de l'entrepreneur pour les envois au Canada ou, au besoin, aux normes pour les envois outremer (par exemple pour les cargaisons en cale).

6.22 Service à la livraison

L'entrepreneur doit dépêcher un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules livrés. Le coût afférent à ce service doit être inclus dans le prix de chaque véhicule.

6.23 Avis de rappel de véhicules

Tous les avis de rappel de véhicules doivent être envoyés à:

Quartier général de la Défense nationale
MGen George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa, Ontario K1A 0K2

Attention: *(la désignation et le nom du AT à être inséré par TPSGC à l'attribution du contrat)*

ANNEXE "A" – PRIX

Article 001: Un camion-citerne à compartiment double (quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule ou équipement, y compris les manuels échantillons, CD et du papier de tous les manuels approuvés, sommaire des données, des photographies, des lettres de garantie, l'entretien préventif des pièces de remplacement de la liste de la trousse, liste des outils spéciaux, trousse de pièces de rechange recommandées liste, Dimensioned dessins, vidéo de formation bilingue et opérateur et l'entretien de la formation (français, une séance chaque) conformément à l'annexe " B » - Description d'achat - Un camion-citerne à compartiment double.

Les Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaires doivent être livré à:

USS Montreal Garnison St-Hubert
Section Equipment Majeur
Batisse 3
4820 Rue Leckie
St-Hubert QC J3Y 5T4
Canada

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements "et les articles auxiliaires si nécessaire" en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : 1

Article 002: Un camion-citerne à compartiment double (quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule ou équipement, y compris les manuels, lettres de garantie, et de la formation et de maintenance (en anglais, une séance chaque) conformément à l'annexe " B » - Description d'achat - Compartiment double camion-citerne.

Les Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFB SUP Halifax
Major Equipment Section
HMC Dockyard, Bldg D-206 Door 1 thru 13
Halifax, NS B3K 5X5
Canada

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements "et les articles auxiliaires si nécessaire" en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : 1

Article 003: Un camion-citerne à compartiment double (quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule ou équipement, y compris les manuels, lettres de garantie, et de la formation et de maintenance (en anglais, une séance chaque) conformément à l'annexe " B » - Description d'achat - Compartiment double camion-citerne..

Les Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaires doivent être livré à:

ASU Calgary Supply
Major Equipment
General Sir Arthur Currie Bldg
4225 Crowchild Trail SW
Calgary, AB T3E 1T8
Canada

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements "et les articles auxiliaires si nécessaire" en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : 1

Article 004: Un camion-citerne à compartiment double (quantité ferme)

L'entrepreneur doit livrer le véhicule ou équipement, y compris les manuels, lettres de garantie, et de la formation et de maintenance (en anglais, une séance chaque) conformément à l'annexe " B » - Description d'achat - Compartiment double camion-citerne.

Les Un camion-citerne à compartiment double et les articles auxiliaires doivent être livré à:

CFSU Ottawa Supply
Major Equipment Section Bldg 346
Uplands Site
Ottawa, ON K1A 0K5
Canada

À l'attention de: _____ (Nom à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Date de livraison: _____ (Date à être inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule, incluant tous les équipements "et les articles auxiliaires si nécessaire" en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : 1

Article 005: Un camion-citerne à compartiment double (quantité optionnelle)

Si cette option est exercée, l'entrepreneur doit livrer le véhicule/l'équipement, y compris _____ (vérifier avec le "R/A" quels livrables s'appliquent aux options) en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - Un camion-citerne à compartiment double.

Pour les destinations en Colombie-Britannique :

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations en Alberta et Saskatchewan :

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations au Manitoba :

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations en Ontario et au Québec :

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Pour les destinations au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse :

Prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, en conformité avec la Base de paiement – Type 1 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement)

Quantité : Jusqu'à quatre (4)

Article 006 Séance d'instructions de familiarisation - Anglais (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions de familiarisation, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - d'achat - Compartiment double camion-citerne.

Prix unitaire ferme de _____ \$ en conformité avec la Base de paiement - type 2 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement.)

Quantité : Jusqu'à 4

Article 007 Séance d'instructions de familiarisation - Français (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions de familiarisation, en conformité avec l'Annexe "B" - Description d'achat - d'achat - Compartiment double camion-citerne.

Prix unitaire ferme de _____ \$ en conformité avec la Base de paiement - type 2 (tel que décrit à la clause 6.5.1 Base de paiement.)

Quantité : Jusqu'à 4

Article 008 Voyage et de subsistance pour se familiariser Instruction / Formation (Option)

(L'article 005 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

Lorsque demandé par le Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation du coût du voyage et frais de subsistance.

Coût estimé de \$ _____ *(inséré par TPSGC au moment de l'attribution du contrat)* Pour familiarisation instruction / formation, les frais de déplacement et de subsistance, rendu droits acquittés à destination, en conformité avec la Base de paiement - type 3, tel que décrit à la clause

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8476-185867/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
HP929

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8476-185867

File No. - N° du dossier
hp929 W8476-185867

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

6.5.1 Base de paiement.

Quantité : Jusqu'à 4

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ () Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ () Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ () Virement télégraphique (international seulement) ;

ANNEXE "E" de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI - ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par la Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'[Emploi et Développement social Canada - Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>) .

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/sous-reglementation.html>), en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi (<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-5.401/>).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/annexe/5/1>) valide et en vigueur avec EDSC - Travail.

OU

- () A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) (<https://catalogue.servicecanada.gc.ca/content/EForms/fr/Detail.html?Form=LAB1168>) à EDSC – Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



ANNEXE C

DESCRIPTION D'ACHAT D'

**Un camion-citerne à compartiment double
d'une capacité de 10 000 litres
ECC 189442**



NOTICE

This documentation has been reviewed by the Technical Authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par l'autorité technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

OPI DSVPM 5 – DAVPS 5

Issued on Authority of the Chief of the Defence Staff

Publiée avec l'autorisation du chef d'état-major de la Défense

© 2018 DND Canada
SGDDI n° 4897524

Canada

(Page intentionnellement laissée en blanc)



Table des matières

1.	PORTÉE	7
1.1	Portée	7
1.2	Directives	7
1.3	Définitions	7
2.	DOCUMENTS APPLICABLES	8
2.1	Documents applicables	8
3.	EXIGENCES	9
3.1	Modèle standard	9
3.2	Conditions de fonctionnement	10
3.2.1	Conditions météorologiques	10
3.2.2	Topographie	10
3.3	Normes de sécurité	10
3.3.1	Règlements sur la sécurité des véhicules	10
3.3.2	Inscription auprès de Transports Canada	11
3.3.3	Ergonomie	11
3.4	Performance du véhicule, caractéristiques nominales et dimensions	11
3.4.1	Rendement	11
3.4.2	Poids nominaux	12
3.4.3	Dimensions	12
3.5	Châssis	12
3.6	Moteur	12
3.6.1	Composantes du moteur	12
3.6.2	Dispositifs d'aide au démarrage par temps froid	12
3.6.3	Système d'échappement	13
3.6.4	Réservoirs de carburant	13
3.6.5	Conduites de carburant	13
3.7	Transmission	13
3.8	Boîte de vitesses	13
3.8.1	Pompes d'entraînement	14
3.9	Système de freinage	14
3.9.1	Verrouillage de sûreté	14
3.10	Direction	15
3.11	Roues, pneus et jantes	15
3.12	Cabine	15
3.13	Performance des équipements	16



3.13.1	Système d'alimentation	16
3.13.2	Système de reprise carburant auxiliaire	16
3.13.3	Protection contre les surremplissages	17
3.14	Besoins en équipement	17
3.14.1	Réservoir de produit	17
3.14.2	Passerelle	18
3.14.3	Protection contre les dommages en cas de retournement	18
3.14.4	Échelle	18
3.14.5	Tuyauterie	19
3.14.6	Puisard	19
3.14.7	Déchargement par gravité	19
3.14.8	Matériel de pompage	19
3.14.9	Robinets et événements	20
3.14.10	Chargement par le fond	20
3.15	Système de filtration	20
3.16	Dispositifs de largage :	20
3.16.1	Dévidoirs de tuyau d'alimentation	20
3.16.2	Tuyaux d'alimentation	21
3.16.3	Reprise carburant	21
3.16.4	Raccords de reprise carburant	21
3.16.5	Tuyaux de reprise carburant	21
3.16.6	Tête de reprise carburant	21
3.16.7	Ajutage	21
3.17	Autres équipements	22
3.17.1	Équipement de lutte contre les déversements	22
3.17.2	Couverture anti-feu	22
3.17.3	Jauge graduée	22
3.17.4	Clé à écrou de roue	22
3.17.5	Extincteurs d'incendie	23
3.17.6	Cales de roue	23
3.18	Carrosserie	23
3.19	Armoires	23
3.19.1	Armoire de pompage	24
3.19.2	Armoire de rangement	24
3.20	Instruments et commandes de pompage	24
3.20.1	Compteurs	25



3.20.2	Enregistreurs	25
3.21	Équipement électrique	25
3.21.1	Tiges de mise à la terre.	26
3.21.2	Câble de mise à la terre	26
3.22	Circuit hydraulique	26
3.22.1	Lubrifiants et liquides	27
3.23	Système électrique	27
3.24	Éclairage	27
3.25	Contrôles	28
3.26	Instruments	28
3.27	Peinture	28
3.28	Ruban rétro réfléchissant	29
3.29	Protection anticorrosion	29
3.30	Plaques d'avertissement, de données et d'instructions	29
4.	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ	29
4.1	Manuels du véhicule	29
4.1.1	Manuel de l'opérateur	29
4.1.2	Manuel(s) de pièces	30
4.1.3	Manuels d'entretien	30
4.1.4	Remise des manuels au responsable technique	30
4.1.5	Remise de manuels avec le véhicule	31
4.1.6	Support électronique	31
4.1.7	Manuels provisoires	31
4.1.8	Suppléments aux manuels	31
4.1.9	Droits de traduction et de reproduction	31
4.1.10	Modifications des manuels	31
4.2	Lettre de garantie	32
4.2.1	Remise de la lettre de garantie	32
4.3	Autres produits livrables de SLI à remettre au responsable technique	32
4.3.1	Sommaire des données	32
4.3.2	Photographies	32
4.3.3	Plan dimensionnel	32
4.3.4	Liste d'outils spéciaux	32
4.3.5	Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR)	33
4.4	Rappels de sécurité et données sur l'entretien	33
4.5	Formation initiale	33



(Page intentionnellement laissée en blanc)

1. PORTÉE

1.1 Portée

- a) Le présent document contient la description d'un camion-citerne à compartiment double, de type 4 x 2, ayant une capacité nette de 10 000 litres. Le camion sera utilisé comme unité mobile de distribution de carburant. Le camion doit comprendre deux systèmes d'avitaillement indépendants : l'un d'une capacité de 3 000 litres et l'autre d'une capacité de 7 000 litres.

1.2 Directives

- a) Toute exigence qui est accompagnée de « **doit** » ou « **doivent** » est une exigence impérative. Aucune dérogation ne sera autorisée.
- b) Les exigences comportant la mention « devra » ou « devront » font référence à des actions qui incombent au gouvernement du Canada et n'engagent aucune action ni obligation de la part de l'entrepreneur.
- c) Là où les mentions « **doit** » ou « devra » ne sont pas employées, les données en question ne sont présentées qu'à titre indicatif.
- d) Dans le présent document, « fourni » **doit** être interprété au sens de « fourni et installé »;
- e) La définition de l'exigence fait appel aux mesures métriques. Les autres mesures sont fournies à titre de référence seulement et pourraient ne pas correspondre à une valeur de conversion exacte.
- f) Les cotes nominales reflètent une méthode selon laquelle les matériaux ou les produits sont généralement identifiés, mais présentent des différences par rapport aux dimensions mesurées réelles.

1.3 Définitions

- a) « **Responsable technique** » – Le responsable officiel du gouvernement pour ce qui est du contenu technique de la présente description d'achat.
- b) « **Équivalent** » – Désigne une solution de remplacement équivalente sur le plan du produit, du rendement ou d'une norme que le RT pourrait accepter lorsqu'une preuve de conformité pour équivalence pour l'exigence respective est fournie pour l'évaluation.
- c) « **Véhicule** » – Véhicule complet, y compris tous les systèmes et les sous-systèmes dans un état de fabrication complet et conforme aux exigences de la présente description d'achat.
- d) « **Conforme au code de la sécurité routière** » – Concerne un véhicule autopropulsé conçu pour ou capable de transporter sur route des personnes, des biens, du matériel ou un appareil fixé de manière permanente ou temporaire.
- e) « **5^e percentile adulte de sexe féminin** » – En vertu du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (C.R.C., ch. 1038)*, personne ayant pour caractéristiques physiques une masse de 46,3 kg, une taille de 1 499 mm, une hauteur en position assise droite de 785 mm, une hauteur en position assise normale de 752 mm, une largeur de hanches en position assise de 325 mm, un tour de hanches en position assise de 925 mm, un tour de ceinture en position assise de 599

mm, une profondeur de poitrine de 191 mm, un tour de buste de 775 mm, un tour de poitrine supérieure de 757 mm, un tour de poitrine inférieure de 676 mm, une hauteur de genoux de 455 mm, une hauteur de jarret de 356 mm, une hauteur de coude en position assise de 180 mm, une épaisseur de cuisses de 104 mm, une distance fesse-genou de 518 mm, une distance fesse-jarret de 432 mm, un écart entre les coudes de 312 mm et une largeur de siège de 312 mm.

- f) « **95^e percentile adulte de sexe masculin** » – En vertu du *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (C.R.C. ch. 1038)*, personne ayant pour caractéristiques physiques une masse de 97,5 kg, une taille de 1 849 mm, une hauteur en position assise droite de 965 mm, une hauteur en position assise normale de 930 mm, une largeur de hanches en position assise de 419 mm, un tour de hanches en position assise de 1 199 mm, un tour de ceinture en position assise de 1 080 mm, une profondeur de poitrine de 267 mm, un tour de poitrine de 1 130 mm, une hauteur de genoux de 594 mm, une hauteur de jarret de 490 mm, une hauteur de coude en position assise de 295 mm, une épaisseur de cuisses de 175 mm, une distance fesse-genou de 640 mm, une distance fesse-jarret de 549 mm, un écart entre les coudes de 506 mm et une largeur de siège de 404 mm.
- g) « **Poids nominal brut sur l'essieu (PNBE)** » – Désigne la valeur spécifiée par le fabricant d'un véhicule comme étant la capacité portante, en kilogrammes, sur un seul essieu du véhicule en charge, mesurée à la surface entre le pneu et le sol.
- h) « **Poids nominal brut du véhicule (PNBV)** » – Désigne la valeur spécifiée par le fabricant comme poids d'un seul véhicule en charge.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Documents applicables

- a) Les documents suivants font partie de la présente description d'achat. Les dates de publication sont celles des documents qui étaient en vigueur à la date de diffusion de la demande de propositions. Le Canada ne fournira pas ces documents. Les sources sont celles indiquées :

Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST), 2015

<http://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/index.html>

Manuel de la SAE

Society of Automotive Engineering Inc.
400, Commonwealth Drive
Warrendale, Pennsylvanie, 15096
<http://www.sae.org>

Carburant diesel pour véhicules automobiles (routiers)

Norme CAN/CGSB 3.517
Conseil canadien des normes
270 Albert Street, suite 200
Ottawa, ON K1P 6N7
<https://www.scc.ca/fr>

Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (RSVA)

Gouvernement du Canada / Transports Canada
<https://www.tc.gc.ca/fra/lois-reglements/reglements-crc-ch1038.htm>

Loi sur les produits dangereux

Gouvernement du Canada

<http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-3/>

CSA B620 — Citernes routières et citernes amovibles pour le transport des marchandises dangereuses

Association canadienne de normalisation (CSA)

178, Rexdale Boulevard

Toronto, Ontario M9W 1R3

NFPA 385 - Tank Vehicles for Flammable and Combustible Liquids

NFPA - National Fire Protection Association

1 Batterymarch Park

Quincy, Massachusetts 02169-7471

**MIL-STD-209K – Department of Defence, Interface Standard for Lifting and Tie down Provisions
Commercial Item Description A-A-50696 - Reels, Static Discharge, Grounding, 50 and 75 Foot_Cable
Lengths**

GSA – section Specification

470 L'Enfant Plaza

Pièce 8100

Washington (district de Columbia) 20407

American National Standards Institute (ANSI)

Norme ANSI/SIA A92.7-1990 (R1998) Airline Ground Support Vehicle-Mounted Vertical Lift Devices

1430 Broadway

New York, NY, 10018

<http://webstore.ansi.org/>

API RP 1004 - Bottom Loading and Vapor Recovery for MC-306 & DOT-406 Tank Motor Vehicles

American Petroleum Institute (API)

1220 L Street, NW

Washington, DC 20005-4070

L.R., 1985, ch. W-6

Loi sur les poids et mesures

<http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/acts/W-6/page-1.html>

3. EXIGENCES

3.1 Modèle standard

- a) **Plus récent modèle** – Le véhicule **doit** correspondre au plus récent modèle offert par le fabricant.
- b) **Acceptabilité auprès de l'industrie** – Le véhicule **doit** avoir fait ses preuves au sein de l'industrie en ayant été fabriqué et commercialisé pendant au moins deux (2) ans, ou être fabriqué par une entreprise possédant au moins cinq (5) ans d'expérience de la conception et de la fabrication d'un type d'équipement comparable d'une complexité équivalente ou supérieure.

- c) **Certification technique** – Les certificats techniques des fabricants d'origine **doivent** être fournis sur demande pour les principaux composants du groupe motopropulseur et pour les principaux systèmes et ensembles d'équipement pour démontrer que les ensembles sont utilisés selon leurs limites de conception.
- d) **Réglementation** – Au moment de sa fabrication, le véhicule **doit** être conforme à l'ensemble des lois, règlements et normes industrielles applicables en vigueur au Canada régissant la fabrication, la sécurité, les niveaux de bruit et la pollution. Les normes industrielles, les lois et les règlements internationaux équivalents seront acceptés seulement si leur équivalence est certifiée par un ingénieur.
- e) **Cotes publiées** – Les capacités des systèmes et des composants du véhicule **doivent** correspondre aux cotes publiées (c.-à-d. celles indiquées dans les brochures portant sur le produit ou les composants).
- f) **Composants standard** – Le véhicule **doit** être équipé de tous les composants, équipements et accessoires standard pour le modèle offert, et ce, même s'ils ne sont pas spécifiquement décrits dans la présente description d'achat.
- g) **Pièces de rechange** – Le fabricant **doit** choisir des composants disponibles rapidement pendant une période d'au moins dix (10) ans à compter de la date de fabrication.
- h) **Matières dangereuses** – L'entrepreneur **doit** respecter la *Loi sur les produits dangereux* pour ce qui est de l'utilisation de matières dangereuses, de substances appauvrissant la couche d'ozone, de biphényles polychlorés, d'amiante et de métaux lourds utilisés dans la fabrication et l'assemblage du véhicule offert.
- i) **Mesures** – Les valeurs pour les guides et indicateurs **doivent** être présentés en unités métriques ou **doivent** être en combinaisons impériales et métriques avec métriques dominant.

3.2 Conditions de fonctionnement

3.2.1 Conditions météorologiques

- a) Le véhicule **doit** être en mesure de fonctionner dans les conditions météorologiques extrêmes propres au Canada, à des températures qui varient de -40 à 37 °C (-40 à 99 °F), et de démarrer à froid par -40 °C grâce à des dispositifs d'aide au démarrage extérieurs.

3.2.2 Topographie

- a) Le véhicule chargé à pleine capacité ou à vide **doit** pouvoir être utilisé sur les pistes d'aéroport, les voies de circulation et les routes principales et secondaires. Les conditions **doivent** comprendre l'exploitation, pendant toute l'année, dans la neige, la boue, le sable et la glace.

3.3 Normes de sécurité

3.3.1 Règlements sur la sécurité des véhicules

- a) Le véhicule **doit** être conforme au *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles* (RSVA).
- b) Le véhicule **doit** porter une étiquette de certification de conformité de sécurité comportant une marque nationale de sécurité (MNS) en guise de sceau de conformité **ou** être accompagné d'un

Formulaire d'importation de véhicule contenant une preuve d'inspection réalisée par le Registraire des véhicules importés (RVI).

- c) Le véhicule **doit** être conforme aux exigences de la NFPA 385, de la norme CSA B621 et de toutes les autres normes utiles normalement utilisées par l'industrie.
- d) Le véhicule **doit** être certifié conformément à la norme CSA B620, TC 406.
- e) Le réservoir du produit et les équipements de pompage, de filtration, de mesure, de livraison et de tuyauterie fournis **doivent** être compatibles avec la norme CAN/CGSB-3.5-2011 Essence automobile et avec la norme CAN/CGSB-3.517-15 Carburant diesel.
- f) Le véhicule **doit** être conforme à l'exigence de la *Loi concernant les poids et mesures* (LRC (1985) ch. W-6)

3.3.2 **Inscription auprès de Transports Canada**

- a) L'entrepreneur **doit** être inscrit auprès de Transports Canada pour la fabrication des citernes routières amovibles selon le standard TC 406 – Citernes routières et citernes amovibles pour le transport des marchandises dangereuses, avant de se voir adjuger le contrat.

3.3.3 **Ergonomie**

- a) Le véhicule ainsi que tous les systèmes et les composants **doivent** être conformes aux articles pertinents du RCSST.
- b) Le véhicule **doit** être fabriqué/assemblé de façon à être sécuritaire et facile à utiliser par des utilisateurs des Forces armées canadiennes (FAC), dont les caractéristiques anthropométriques sont comprises entre celles d'un homme du 95^e percentile et celles d'une femme du 5^e percentile.
- c) Le véhicule **doit** être équipé de mains courantes et de marches de dimensions appropriées, correctement positionnées à tous les points d'entrée et de sortie, de façon à satisfaire tous les utilisateurs des FAC dont les caractéristiques anthropométriques sont comprises entre celles d'un homme du 95^e percentile et celles d'une femme du 5^e percentile.
- d) Le véhicule **doit** être équipé de plaques d'avertissement et d'instructions, de surfaces antidérapantes et de boucliers thermiques pour assurer la sécurité de l'opérateur.

3.4 **Performance du véhicule, caractéristiques nominales et dimensions**

3.4.1 **Rendement**

- a) Au PNBV, le véhicule **doit** pouvoir maintenir une vitesse de marche avant d'au moins 100 km/h sur chaussée asphaltée et une vitesse de croisière d'au moins 95 km/h.
- b) Le véhicule **doit** avoir un moteur, une boîte de vitesses et l'équipement associé compatibles avec un cycle de fonctionnement incluant de longues périodes de conduite à basse vitesse et de marche au ralenti;
- c) Le véhicule **doit** être en mesure de franchir et de s'arrêter en toute sécurité sur une pente de 20 % (11,45 degrés).

- d) Le véhicule **doit** être en mesure de circuler en toute sécurité par des conditions routières telles que celles qui sont spécifiées à l'article 3.2.2.

3.4.2 **Poids nominaux**

- a) Le poids nominal brut du véhicule (PNBV) **doit** équivaloir au moins au total de la masse du véhicule sans charge, au poids mort de cargaison, ainsi qu'au produit obtenu lorsqu'on multiplie le nombre de sièges prévu par 68 kg, tel que décrit dans le *Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (C.R.C., ch. 1038)*.
- b) Le poids nominal brut de l'essieu (PNBE) **doit** être égal ou inférieur à la capacité de charge nominale du composant le plus faible du système d'essieu, soit le logement d'essieu, la suspension, les jantes ou les pneus.
- c) La charge totale au niveau de chacun des essieux du véhicule ne **doit** pas dépasser le PNBE de cet essieu.
- d) Les charges au niveau des essieux **doivent** être conformes à toutes les restrictions de poids imposées dans les différentes provinces du Canada.

3.4.3 **Dimensions**

- a) Le véhicule **doit** avoir des dimensions qui sont conformes aux divers codes de la sécurité routière dans l'ensemble du Canada.

3.5 **Châssis**

- a) La configuration du châssis **doit** être 4 x 2.
- b) Le véhicule **doit** être conçu pour pouvoir être remorqué par l'avant ou l'arrière (non suspendu), à l'aide de dépanneuses commerciales, lorsqu'il est chargé à pleine capacité.

3.6 **Moteur**

- a) Le moteur **doit** être alimenté par du carburant diesel à très faible teneur en soufre, conformément à la norme CAN/CGSB 3.517.

3.6.1 **Composantes du moteur**

- a) Le moteur **doit** comporter un dispositif intégré d'arrêt automatique de protection en cas de basse pression d'huile ou de haute température. Le but de cette fonctionnalité est de protéger le moteur pendant les opérations de pompage, alors que l'utilisateur ne voit pas les instruments de contrôle moteur.

3.6.2 **Dispositifs d'aide au démarrage par temps froid**

- a) Un dispositif d'aide au démarrage du moteur à basse température **doit** être fourni et comprendre des bougies de préchauffage ou un système de préchauffage de l'air d'admission.
- b) Un filtre à carburant/séparateur d'eau à commande thermostatique **doit** être fourni afin de préchauffer le carburant diesel avant le démarrage.

- c) Au moins un chauffe-moteur de 110 V **doit** être fourni.
- d) Au moins un chauffe-batterie de 110 V **doit** être fourni.
- e) La batterie **doit** être logée dans un coffre à batterie isolé ou dans la cabine chauffée.
- f) Tous les dispositifs de démarrage à froid **doivent** être branchés entre eux à l'aide d'une seule fiche d'alimentation électrique externe protégée par un couvercle, et ce, accessible sans avoir à soulever la cabine. La fiche **doit** être conforme à la norme CSA-C22.2 – Dispositifs de câblage.

3.6.3 **Système d'échappement**

- a) Le système d'échappement **doit** empêcher la pluie de s'y infiltrer.
- b) Si un système de réduction sélective catalytique (RSC) est utilisé, celui-ci **doit** être muni de commandes manuelles de désactivation et d'activation permettant de régénérer automatiquement le filtre à particules diesel (FPD).

3.6.4 **Réservoirs de carburant**

- a) Les réservoirs de carburant **doivent** avoir une capacité de carburant qui fournira le rendement le plus élevé d'au moins 500 km entièrement chargés ou dix (10) heures continues d'opérations de pompage.
- b) Si plus d'un réservoir d'essence est utilisé, des indicateurs à carburant distinctes **doivent** être fournis.

3.6.5 **Conduites de carburant**

- a) Toutes les conduites de carburant du châssis **doivent** être isolées afin de maintenir le carburant à une température constante dans les conditions climatiques extrêmes propres au Canada.

3.7 **Transmission**

- a) Le véhicule **doit** être à transmission 4 x 2.
- b) La transmission **doit** comprendre un dispositif d'interverrouillage du démarrage en position « stationnement » (P) ou « neutre » (N).
- c) La transmission **doit** comprendre un ou plusieurs différentiels autobloquants ou à blocage manuel, sur les essieux moteurs.
- d) La transmission **doit** comprendre un dispositif de protection pour éviter d'endommager le réservoir de produit et l'équipement en cas de défaillance de composants de l'arbre de transmission.

3.8 **Boîte de vitesses**

- a) Le véhicule **doit** être équipé d'une transmission entièrement automatique.
- b) La boîte de vitesses **doit** être munie d'un refroidisseur d'huile.

- c) La boîte de vitesses **doit** être munie d'un filtre à huile remplaçable.
- d) La commande de changement de vitesse de la boîte de vitesses **doit** indiquer clairement la position de la colonne de changement de vitesse dans toutes les conditions d'éclairage.

3.8.1 **Pompes d'entraînement**

- a) Le véhicule **doit** être équipé d'un système de pompage de deux produits, un pour chaque compartiment.
- b) Les deux dispositifs de pompage de produit **doivent** être actionnés par des arbres de prise de force ou des moteurs hydrauliques.

3.8.1.1. **Prise de force (PDF)**

- a) Si le véhicule est équipé de PDF, elles **doivent** être du type changement à chaud, avec un mécanisme de changement de vitesse contrôlable depuis le poste de pilotage.
- b) L'enclenchement de la PDF **doit** rendre la pédale d'accélération du véhicule inutilisable.
- c) Les protecteurs **doivent** recouvrir l'arbre de PDF par mesure de sécurité.

3.8.1.2. **Moteur hydraulique**

- a) Si l'entraînement des deux pompes est assuré à l'aide de moteurs hydrauliques, chaque moteur **doit** être uniquement utilisé avec l'une des deux pompes à produit pétrolier;

3.9 **Système de freinage**

- a) Le véhicule **doit** être muni d'un système de freinage, y compris d'un frein de stationnement.

3.9.1 **Verrouillage de sûreté**

- a) Le véhicule **doit** être muni d'un dispositif d'antiverrouillage.
- b) Le système de verrouillage de sûreté **doit** fonctionner de telle manière qu'il serre les freins du véhicule et empêche celui-ci d'avancer lorsqu'il est enclenché.
- c) Le système de verrouillage **doit** empêcher le véhicule de bouger lorsqu'une rampe de sécurité rabattable est en position sortie, qu'une PDF est engagée (s'il y a des PDF), qu'une soupape interne du réservoir de produit est ouverte, et qu'un raccord est effectué avec un adaptateur de chargement par le fond et le système de recouvrement des vapeurs.
- d) Le véhicule **doit** être équipé de témoins jaunes et d'une alarme sonore montés dans le poste de conduite qui se déclenchera chaque fois qu'un élément protégé du système d'interverrouillage est retiré de sa position rentrée.
- e) Un bouton de neutralisation du système d'interverrouillage des freins **doit** être fourni et se trouver à portée d'un conducteur en position assise.
- f) Le bouton de neutralisation **doit** porter un sceau pour prévenir toute altération lorsqu'il n'est pas utilisé.

- g) Un témoin lumineux rouge installé sur le tableau de bord **doit** aviser le conducteur que le dispositif de verrouillage des freins a été neutralisé.
- h) Lorsque le véhicule est en mouvement, les témoins lumineux et l'alarme **doivent** être déclenchés pour avertir le conducteur qu'une pièce est sortie de sa position rentrée.
- i) Lorsque la vitesse du véhicule dépasse 10 km/h, il **doit** y avoir des mesures préventives qui garantissent que les dispositifs de verrouillage ne sont pas enclenchés et n'entraînent pas le serrage des freins.
- j) Un dispositif de verrouillage **doit** être installé et signalé par des étiquettes d'avertissement pour s'assurer que les dispositifs d'interverrouillage ne sortent pas de leur logement à cause de l'état de la route. Ces dispositifs peuvent comporter l'insertion de goupilles ou de goupilles de verrouillage.

3.10 Direction

- a) Le véhicule **doit** être doté d'une servodirection.
- b) Le système de commande de direction **doit** être fourni avec une colonne de direction télescopique/inclinable.

3.11 Roues, pneus et jantes

- a) Les pneus et les jantes **doivent** être sélectionnés conformément au document de normes techniques no 120, révision 1R du Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles.
- b) Les pneus **doivent** présenter des sculptures de bande de roulement adaptées aux conditions décrites au paragraphe 3.2.
- c) Les roues **doivent** comprendre des rallonges de soupape pour les pneus intérieurs, le cas échéant, afin d'y avoir accès plus facilement.
- d) S'il y a lieu, tous les pneus **doivent** avoir une taille, un indice de robustesse, une marque et un modèle identiques.
- e) Une roue et un pneu de secours **doivent** être livrés avec chaque véhicule.
- f) Un lieu de rangement à bord doit être prévu à bord de chaque véhicule pour ranger solidement les roues et les pneus de secours.

3.12 Cabine

- a) Le véhicule **doit** être muni d'une cabine à deux places à l'épreuve des intempéries.
- b) Les sièges du conducteur et du passager **doivent** être fournis, entièrement réglables et munis d'appui-bras.
- c) Les sièges du conducteur et du passager **doivent** comporter un revêtement foncé et être munis de ceintures de sécurité rétractables **(3 points)**.

- d) Au moins deux (2) portières **doivent** être munies de serrures électriques, de clés identiques et d'un système sans clé.
- e) Un système de ventilation/chauffage et de dégivrage **doit** être fourni, avec un ventilateur à vitesses multiples adapté aux conditions d'utilisation décrites au paragraphe 3.2.1.
- f) Un système de climatisation **doit** être doté de tous les composants et commandes requis pour assurer le réglage de la température à l'intérieur de la cabine.
- g) Un système de lave-glace électrique **doit** être doté d'essuie-glaces à vitesses multiples dont les balais **ne passent pas** de la position verticale au centre du pare-brise à la position horizontale près de la ligne de toit.
- h) Le plancher ou les tapis de plancher de la cabine **doivent** être à l'épreuve des intempéries.
- i) Deux pare-soleil rotatifs **doivent** être installés à l'intérieur.
- j) Un système de caméra de recul muni d'un écran mesurant au moins 17,7 cm (7 po) **doit** être installé à l'intérieur de la cabine.
- k) Une radio stéréo AM/FM avec entrée auxiliaire **doit** être fournie.
- l) Deux solides rétroviseurs extérieurs latéraux électriques chauffants avec miroirs convexes et contrôlables de l'intérieur de la cabine **doivent** être fournis.
- m) Un extincteur à poudre chimique rechargeable de 2,3 kg (5 lb) homologué ULC, doté d'un manomètre et d'une étiquette d'inspection et ayant une cote minimale de 3A10BC, **doit** être installé dans la cabine à un endroit facile d'accès pour l'opérateur.

3.13 **Performance des équipements**

- a) Le camion-citerne sera généralement utilisé pour effectuer un grand nombre d'arrêts d'avitaillement à faible débit et de courte durée. À l'occasion, le camion-citerne sera utilisé comme distributeur de combustible en vrac à débit rapide.
- b) Le système de pompage **doit** être compatible avec ce cycle d'opérations.
- c) Le réservoir, le système de filtrage, le système de pompage, le système d'avitaillement et toutes les pièces connexes **doivent** être compatibles avec le carburant diesel de types A et B selon les spécifications de la norme CAN/CGSB-3.517 de même qu'avec l'essence automobile spécifiée dans la norme CAN/CGSB-3.5.

3.13.1 **Système d'alimentation**

- a) Deux systèmes d'alimentation à basse pression **doivent** être fournis.
- b) Le système à basse pression **doit** offrir un débit d'avitaillement progressif ou à réglage continu d'au plus 189,27 litres (50 gallons US) par minute, contrôlable depuis le poste de pompage.

3.13.2 **Système de reprise carburant auxiliaire**

- a) Le véhicule **doit** être équipé d'un dispositif de reprise de carburant auxiliaire pour chaque citerne.

- b) Le débit de reprise carburant **doit** être variable.
- c) Le débit maximal de reprise carburant **doit** être d'au moins 90 L/min (23,78 gal US/min) alors que le moteur tourne au ralenti.

3.13.3 Protection contre les surremplissages

- a) Un dispositif d'arrêt sur niveau haut **doit** être installé sur chaque citerne pour empêcher le surremplissage des citernes de produit durant la reprise carburant ou lors du chargement par le fond au moyen des adaptateurs de 2 ½ pouces et 4 pouces.
- b) Un dispositif de protection électronique **doit** être installé contre les surremplissages en cas de chargement par le fond avec la rampe API de 4 pouces et de 2 ½ pouces.
- c) Le dispositif de protection électronique contre les surremplissages **doit** être compatible avec les rampes de chargement API RP 1004 vendues dans le commerce.
- d) Un emboîtement à thermistor, un emboîtement optique 4 J-slot et un emboîtement à flotteur **doivent** être fournis.

3.14 Besoins en équipement

- a) Le bac de stockage du produit, le système de filtration, le système de livraison du produit et les équipements connexes **doivent** être conformes aux exigences qui figurent dans le numéro actuel de la *NFPA 385*, de la norme *CSA B620 TC 406* et de la *Loi concernant les poids et mesures* (LRC (1985) ch. W-6).
- b) Le compteur de produit **doit** être certifié conformément aux exigences de la Loi sur les poids et mesures appliquées par Mesures Canada (R.S., 1985, c. W-6).
- c) Le système d'avitaillement du véhicule **doit** être certifié pour être vendu dans le commerce.

3.14.1 Réservoir de produit

- a) Le réservoir de produit **doit** comporter deux compartiments, soit un compartiment d'une capacité de 3000 litres et un compartiment d'une capacité de 7000 litres, et offrir 5 % de jeu afin de tenir compte de l'expansion des fluides et des puisards d'eau;
- b) L'ensemble des réservoirs de produit, y compris l'enveloppe de la citerne, les extrémités, les cloisons brise-lames et les autres composants directement soudés au réservoir de produit **doivent** être fabriqués en acier inoxydable ou en alliage d'aluminium;
- c) Les têtes et les cloisons brise-lames **doivent** être conçues conformément aux exigences de la plus récente version de la norme B620, TC 406 de la CSA.
- d) Le réservoir de produit **doit** être équipé de déflecteurs avec un dispositif d'application d'un diamètre intérieur minimum de 609 mm (24 po) pour l'accès du personnel.
- e) Le réservoir de produit **doit** être équipé d'au moins un couvercle de regard dont le diamètre minimum est de 50,8 cm (20 po).

- f) Le réservoir de produit **doit** être conçu de manière à se débarrasser de l'eau de pluie au sommet du réservoir loin de toutes les pièces structurales du véhicule.
- g) Les drains **doivent** avoir une dimension minimale de 1,5 pouce dans les coins inférieurs de chaque côté du dispositif de protection contre les retournements, dans les sections avant et arrière, pour drainer les liquides à partir du centre des sections du dispositif de protection.
- h) Le réservoir de produit **doit** incorporer un système de récupération des vapeurs conforme à l'*API RP 1004*, ayant un connecteur situé près des connecteurs de chargement par le fond.
- i) Le système de récupération de vapeur **doit** être muni d'un mode prioritaire/d'évitement pour les cas où la récupération de vapeur n'est pas possible.
- j) Les orifices de sortie, les soupapes, les dispositifs de fermeture, la tuyauterie et tous les dispositifs qui, s'ils sont endommagés dans un accident, risquent d'entraîner la perte de produit **doivent** être protégés par un système de protection contre les dégâts en cas d'accident.
- k) Toute la tuyauterie de produit **doit** être soit en aluminium soit en acier inoxydable. Un alliage d'aluminium est souhaitable dans la mesure du possible.
- l) Les connexions et les raccords Victaulic sont recommandés pour cette application. Les métaux différents **doivent** être protégés contre la corrosion galvanique.

3.14.2 Passerelle

- a) Une passerelle pleine longueur **doit** être fournie en haut du réservoir de produit.
- b) La passerelle **doit** être conçue conformément au *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.
- c) Cette passerelle ne **doit** pas présenter de risques pour le personnel ni gêner le matériel monté sur le haut.
- d) Le secteur de déplacement **doit** être équipé d'une surface antidérapante.
- e) La zone de marche **doit** être revêtue d'une surface antidérapante et comporter des garde-corps de sécurité rabattables automatiquement depuis le sol, revêtus d'un composé caoutchouté résistant aux carburants, afin d'améliorer la prise et d'assurer une isolation thermique adéquate;

3.14.3 Protection contre les dommages en cas de retournement

- a) Un dispositif complet de protection contre le capotage (arceau de sécurité) **doit** être fourni, conformément aux exigences de la plus récente version de la norme B620, TC 406 de la CSA.

3.14.4 Échelle

- a) Une échelle d'aluminium **doit** être fournie pour accéder en toute sécurité et facilement au sommet du réservoir de produit.
- b) L'échelle **doit** être conforme au *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*.

- c) L'échelle **doit** avoir des joints de type souple, si elle est installée sur le châssis, pour relâcher l'effort de flexion entre le châssis et le réservoir de produit.
- d) L'échelle **doit** être de construction robuste avec l'appui nécessaire.
- e) Le cadre de l'échelle **doit** monter à au moins 25 centimètres (10 po) au-dessus de la hauteur des rails de protection en cas de capotage puis être recourbé jusqu'aux rails.
- f) Des poignées de soutien **doivent** être fournies au sommet du réservoir et une rampe de chaque côté de l'échelle.
- g) Les poignées de soutien au sommet du réservoir **doivent** être continues et les rampes de l'échelle doivent assurer la sécurité à la montée comme à la descente.
- h) L'échelle **doit** avoir une largeur de marche minimum de 18 pouces, une distance maximale entre les marches de 12 pouces, une profondeur minimale de marche de 4 pouces et un dégagement minimum des orteils de 6 pouces à partir du rebord intérieur de chaque marche de l'échelle.

3.14.5 **Tuyauterie**

- a) Toute la tuyauterie de produit **doit** être soit en aluminium soit en acier inoxydable.
- b) Un alliage d'aluminium est souhaitable dans la mesure du possible. Les contrebrides et les raccords Victaulic sont recommandés pour cette application.
- c) Les métaux différents **doivent** être protégés contre la corrosion galvanique.

3.14.6 **Puisard**

- a) Le réservoir de produit **doit** être pourvu d'un puisard pour piéger l'eau.
- b) La zone du puisard du réservoir de produit **doit** représenter au minimum 1 % de la capacité nominale du réservoir.
- c) Le produit fourni à la ou aux pompes **doit** être prélevé à un endroit extérieur au siphon.
- d) Le puisard **doit** être incliné et pourvu d'un robinet-vanne nominal d'un pouce à autofermeture pour être sûr qu'il peut être entièrement drainé de l'eau qui s'est accumulée.

3.14.7 **Déchargement par gravité**

- a) Le déchargement par gravité **doit** être possible à travers le port de recirculation ou l'adaptateur de chargement inférieur de 63 mm (2 ½ po) afin que chaque réservoir de produit puisse être déchargé si le véhicule est désactivé et si aucun système électrique ou pneumatique n'est opérationnel.

3.14.8 **Matériel de pompage**

- b) Deux systèmes indépendants de pompage du produit **doivent** être fournis.
- c) Chaque pompe **doit** être assignée à une seule citerne.

- d) Les pompes et le système d'entraînement **doivent** être conçus pour résister à un ralenti accéléré pouvant être nécessaire par temps froid.
- e) Les pompes **doivent** passer en mode de régime faible et de basse pression lorsque le débit de sortie est nul.

3.14.9 **Robinets et événements**

- a) Les robinets **doivent** pouvoir être réparés et remplacés depuis l'extérieur du réservoir de produit.
- b) Le réservoir de produit **doit** être équipé de robinets internes et de clapets antiretour conformément aux exigences de la NFPA 385 et de la norme CSA B620.

3.14.10 **Chargement par le fond**

- a) Le produit sera normalement être chargé par des adaptateurs de chargement par le fond.
- b) Un dispositif de chargement par le fond de 101 mm (4 po), conforme aux exigences du document RP 1004 de l'API, **doit** être fourni afin d'assurer le chargement adéquat de chaque réservoir de produit.
- c) Les adaptateurs **doivent** être situés du côté trottoir du véhicule.
- d) Un bouchon protecteur et un cordon métallique **doivent** être fournis pour protéger les adaptateurs lorsque ceux-ci ne sont pas utilisés.

3.15 **Système de filtration**

- a) Le véhicule **doit** être muni d'un système de filtration.
- b) Le récipient filtrant **doit** être de type P/N VF-61E (NSN 4330-01-294-4101).
- c) Les éléments filtrants **doivent** être de type Velcon AD-51225 (NSN 4330-01-294-4118) pour le carburant diesel et de type Velcon AC-51205 (NSN 4430-01-294-419), pour l'essence.

3.16 **Dispositifs de largage :**

3.16.1 **Dévidoirs de tuyau d'alimentation**

- a) Deux dévidoirs de tuyau **doivent** être fournis.
- b) Chaque dévidoir **doit** être en mesure de recevoir les tuyaux spécifiés à la section 3.16.3.
- c) Chaque dévidoir **doit** fournir un service distinct à l'un des deux systèmes de pompage.
- d) Les dévidoirs **doivent** être à commande électrique ou pneumatique et être dotés d'une manivelle et de dispositifs de freinage et de verrouillage.
- e) Les dévidoirs **doivent** être dans un espace clos.
- f) Si la manivelle est amovible, un espace de rangement adéquat **doit** se trouver près du dévidoir ou dans l'armoire de rangement;

3.16.2 Tuyaux d'alimentation

- a) Deux tuyaux d'alimentation de qualité Arctique de 15,24 m (50 pi) de longueur et de 31,75 mm (1,25 po) de diamètre intérieur, ainsi que tous les raccords connexes requis, **doivent** être fournis.
- b) Les tuyaux **doivent** être installés sur les dévidoirs du dispositif de pompage respectif.

3.16.3 Reprise carburant

- a) Un système de reprise carburant de carburant auxiliaire **doit** être fourni pour chaque système de pompage.

3.16.4 Raccords de reprise carburant

- a) Les raccords de chaque dispositif de reprise carburant **doivent** être des raccords de type Cam-Lock de 50,8 mm (2 po) situés dans l'armoire de pompage.
- b) Un robinet-vanne et un bouchon antipoussière **doivent** être situés sur chaque raccord;

3.16.5 Tuyaux de reprise carburant

- a) Deux tuyaux de reprise carburant renforcés de 50,8 mm (2 po) **doivent** être fournis.
- b) Les tuyaux **doivent** respecter les conditions d'utilisation par temps froid précisées à la section 3.2.
- c) Les boyaux **doivent** mesurer au moins 3 m (9,8 pi) de longueur et comporter, à chaque extrémité, les raccords de type Cam-Lock et les bouchons connexes requis.

3.16.6 Tête de reprise carburant

- a) Une tête de reprise carburant à angle droit de 31,75 mm (1,25 po) ayant une portée de 600 mm (24 po) **doit** être fournie.
- b) La tête de reprise carburant **doit** être fixée au tuyau de reprise carburant à l'aide d'un raccord camlock de 2 po.
- c) Les accessoires de reprise carburant auxiliaires **doivent** être entreposés dans l'armoire de rangement.

3.16.7 Ajutage

- a) Trois buses **doivent** être fournies avec chaque système d'alimentation.
- b) Les dimensions des ajutages **doivent** être de ¾ pouce, 1 pouce et 1 ¼ pouce.
- c) Les ajutages **doivent** être entreposés dans l'armoire de rangement.
- d) Les ajutages **doivent** être du type station-service, à fermeture automatique, mais sans verrouillage automatique, et être munies d'adaptateurs pour tuyau pivotant et de raccords de type Cam-Lock à déconnexion rapide.

- e) Un crochet de rangement pour ajustage **doit** être monté à côté ou au-dessus de chaque dévidoir de tuyau.
- f) Les ajustages ne **doivent** pas nécessiter l'enlèvement à partir du tuyau avant le positionnement dans le crochet respectif;

3.17 Autres équipements

3.17.1 Équipement de lutte contre les déversements

- a) La trousse de déversement **doit** se trouver dans une boîte de rangement étanche, conçue à cet effet, en aluminium, ayant une porte non verrouillable et facile d'accès.
- b) La trousse à déversement **doit** être la pièce AF16 de AF Pollution Abatement Systems ou son **équivalent**.
- c) La porte de la boîte d'entreposage **doit** être identifiée à l'aide de l'inscription « Spill Kit, Trousse de déversement » en lettres noires de 50 mm (2 po) de hauteur;

3.17.2 Couverture anti-feu

- a) Une couverture anti-feu **doit** être fournie et son modèle doit être le modèle Steel Fire Equipment FB64 ou son **équivalent**.
- b) La couverture **doit** être située dans un contenant d'entreposage en aluminium avec une porte à enclenchement automatique.
- c) La porte ne **doit pas** nuire à l'enlèvement de la couverture.
- d) Le contenant **doit** être à l'épreuve des conditions climatiques, peint de couleur rouge pompier et étiqueté en rouge sur fond blanc avec l'inscription « *Fire Blanket, Couverture anti-feu* » de 50 mm (2 po) de hauteur;

3.17.3 Jauge graduée

- a) Une jauge graduée et un graphique de profondeur **doivent** être fournis.

3.17.4 Clé à écrou de roue

- a) Une clé à écrou de roue **doit** être fournie et rangée dans une armoire de rangement.

3.17.5 Extincteurs d'incendie

- a) Le véhicule **doit** être équipé d'au moins deux extincteurs d'incendie, un de chaque côté.
- b) Les extincteurs d'incendie **doivent** avoir une cote d'au moins 2-A:20-B, C selon la norme NFPA 385.
- c) Les extincteurs **doivent** être fixés à l'aide d'un support de fixation à usage intensif.

3.17.6 Cales de roue

- a) Le véhicule **doit** être muni de quatre (4) cales de roue.
- b) Les cales de roue **doivent** être fabriquées dans un matériau élastomère résistant au carburant;
- c) Un support de fixation **doit** être intégré dans la carrosserie pour le rangement des cales de roue.
- d) Le support **doit** être facile d'accès. Il est souhaitable d'aménager ce support de rangement du côté conducteur du véhicule.

3.18 Carrosserie

- a) Deux tubes de rangement en aluminium **doivent** être montés de chaque côté de la carrosserie afin d'y entreposer les tuyaux de reprise carburant renforcés.
- b) Les tubes de rangement **doivent** comporter des dispositifs d'obturation qui empêchent l'eau et les débris d'y pénétrer.
- c) Toutes les roues **doivent** être équipées d'ailerons pour retenir les éclaboussures de la route.
- d) Un pare-chocs arrière pleine largeur boulonné et très résistant **doit** être fourni, conformément aux exigences de la norme B620, TC 406 de la CSA.
- e) La conception du pare-chocs **doit** permettre de pousser le véhicule à pleine charge sans l'endommager.
- f) Tous les feux et réflecteurs montés sur le pare-chocs **doivent** être encastrés.
- g) Le véhicule **doit** être équipé de garde-boue;
- h) Un support de plaque d'immatriculation avant **doit** être fourni.
- i) Un support de plaque d'immatriculation arrière avec voyant DEL **doit** être fourni.

3.19 Armoires

- a) Le véhicule **doit** être muni d'armoires à l'épreuve des intempéries.
- b) Toutes les armoires et portes d'armoires **doivent** être en alliage d'aluminium.
- c) Toutes les armoires **doivent** comporter un plancher incliné solide comportant un drain, et recouvert d'un tapis grillagé en élastomère amovible.

- d) Des joints en matériau élastomère **doivent** être utilisés pour empêcher les poussières, les débris et l'eau de pénétrer.
- e) Les poignées de porte **doivent** être du type encastré, à verrouillage positif.
- f) Les portes de toutes les armoires doivent comporter un système pour les maintenir en place en position ouverte par vent fort.
- g) Les portes ne **doivent** pas entrer en contact avec le bâti de l'armoire.

3.19.1 Armoire de pompage

- a) L'armoire de pompage **doit** contenir les dévidoirs de tuyau d'avitaillement, le tableau de commande de pompage et le matériel connexe, et offrir suffisamment de place autour du matériel pour une maintenance et une utilisation faciles.
- b) L'armoire **doit** être située à l'arrière du véhicule.

3.19.2 Armoire de rangement

- a) Au moins deux armoires de rangement **doivent** être fournies et situées de chaque côté du véhicule.
- b) Le plancher **doit** être solide et revêtu d'une plateforme grillagée amovible en élastomère pour protéger les outils et le fini du compartiment.
- c) Des arrimages ou supports de matériel **doivent** être fournis pour fixer les éléments lâches définis.

3.20 Instruments et commandes de pompage

- a) La taille et l'emplacement des commandes **doivent** permettre au personnel portant des moufles arctiques de faire facilement fonctionner le matériel connexe.
- b) Des robinets d'étranglement **doivent** être installés entre les compteurs et les dévidoirs.
- c) Le robinet d'étranglement **doit** être commandée manuellement, graduée, de type à verrouillage et fonctionner par levier.
- d) Le robinet d'étranglement **doit** être facilement accessible par l'opérateur et servira à régler le débit. Lors de l'exploitation normale, les robinets restent réglés jusqu'à ce qu'une exigence d'écoulement supérieur ou inférieur se présente;
- e) Des commutateurs de commande des robinets internes **doivent** être installés sur le tableau de commande de pompage, pour l'ouverture et la fermeture des robinets internes du réservoir de produit.
- f) Un commutateur de robinet de reprise carburant **doit** être fourni pour contrôler le robinet de reprise carburant du réservoir de produit.
- g) Trois commandes de dispositifs d'arrêt d'urgence, soit une de chaque côté du véhicule et une troisième située sur le panneau de commande de pompage, **doivent** être fournies.

- h) Chaque commande de dispositif d'arrêt d'urgence **doit** être identifiée par les mots « EMERGENCY FUEL SHUTOFF / ARRÊT CARBURANT D'URGENCE » en lettres d'au moins 50 mm (2 po) de haut.
- i) Le mode de fonctionnement **doit** être indiqué par une flèche ou par le mot « PUSH / POUSSER » ou « PULL / TIRER », selon le cas.
- j) Tous les instruments nécessaires pour faire fonctionner le dispositif de pompage **doivent** être regroupés sur le panneau de commande de pompage.

3.20.1 Compteurs

- a) Le véhicule **doit** être équipé de deux compteurs certifiés par Mesures Canada.
- b) Les compteurs **doivent** être certifiés conformes et assurer des débits allant de 45 à 225 L/min (11,89 à 59,44 gal US/min), selon les spécifications pertinentes de Mesures Canada (numéro d'approbation S.WA-0368).
- c) Les compteurs **doivent** être des compteurs M7 de contrôle des liquides de 1,5 pouce ou leur **équivalent**.
- d) Les compteurs **doivent** être étalonnés en litres et ils doivent comporter une soupape d'évacuation d'air, une soupape de contrepression et une crépine.
- e) Un clapet de non-retour **doit** être installé sur la conduite de la purge d'air sur l'ouverture du réservoir.

3.20.2 Enregistreurs

- a) Le véhicule **doit** être muni de deux enregistreurs mécaniques.
- b) Les enregistreurs **doivent** être du type Veeder-Root ou son **équivalent**.
- c) Les deux enregistreurs **doivent** permettre d'afficher de manière clairement visible les volumes en litres et être à portée d'un opérateur se tenant debout au sol devant le panneau de commande;

3.21 Équipement électrique

- a) Un système d'éclairage électrique à prise de masse de polarité négative de 12 volts **doit** être fourni.
- b) Les circuits électriques de l'équipement installé **doivent** être protégés par des disjoncteurs automatiques identifiés étanches à la vapeur;
- c) L'installation de tous les voyants, commutateurs, relais, disjoncteurs, dispositifs électriques et composants similaires **doit** être conforme aux normes en matière d'étanchéité à la vapeur.
- d) Les composants **doivent** être installés dans une enceinte étanche à la vapeur, sauf s'ils sont intrinsèquement étanches à la vapeur.

- e) Tous les raccordements à des enceintes et composants étanches à la vapeur **doivent** être hermétiques et étanches à la vapeur;
- f) Tout le câblage **doit** être étiqueté à chaque extrémité du raccordement.
- g) Des passe-câbles **doivent** être utilisés aux endroits où les câbles traversent de la tôle.
- h) Aucun conduit ne **doit** passer dans la citerne, la tuyauterie ou les drains de carburant.
- i) Un sectionneur principal situé du côté du conducteur et accessible depuis le sol, **doit** être fourni.

3.21.1 Tiges de mise à la terre.

- a) Au moins cinq tiges de mise à la terre en cuivre **doivent** être installées.
- b) Chaque tige **doit** être étiquetée au moyen d'un cercle rouge mesurant 101 mm (4 po) de diamètre, centrés sur le goujon ou situé près de ce dernier.
- c) Les mots « BORNE DE TERRE » et « GROUND » **doivent** être peints ou inscrits au pochoir, en lettres blanches, dans le cercle rouge.
- d) Les tiges ne **doivent** pas être peinturées.
- e) Une tige de mise à la terre **doit** être installée aussi près que possible de chacun des deux couvercles de regard.
- f) Deux tiges **doivent** être situées près des adaptateurs de chargement par le fond.
- g) Les tiges de mise à la terre restantes **doivent** être installées aussi près que possible des coins arrière inférieurs de la citerne arrière.

3.21.2 Câble de mise à la terre

- a) Un câble de mise à la terre, avec dévidoir à rappel et collier d'attache, **doit** être installé dans l'armoire de pompage.
- b) Le câble et le dévidoir **doivent** satisfaire aux exigences de la description d'article commercial numéro A-A 50696, type II (câble de 50 pi);

3.22 Circuit hydraulique

- a) Si le véhicule est équipé d'un circuit hydraulique, il **doit** alors fournir un refroidisseur d'huile.
- b) Si le véhicule est équipé d'un circuit hydraulique, il **doit** prévoir des indicateurs de changement de filtre hydraulique.
- c) Si le véhicule est équipé d'un circuit hydraulique, des tuyaux hydrauliques **doivent** être regroupés ensemble et clairement identifiés.
- d) Si le véhicule est équipé d'un circuit hydraulique, il **doit** fournir des prises de démarrage rapide clairement identifiées.

3.22.1 Lubrifiants et liquides

- a) Tous les lubrifiants et les liquides fournis **doivent** répondre aux conditions d'utilisation décrites au paragraphe 3.2.1.

3.23 Système électrique

- a) Le véhicule **doit** être muni d'un système électrique de 12 V.
- b) Les composants **doivent** être installés dans une enceinte étanche à la vapeur, sauf s'ils sont intrinsèquement étanches à la vapeur.
- c) Tous les raccordements à des enceintes et composants étanches à la vapeur **doivent** être hermétiques et étanches à la vapeur.
- d) Les fils **doivent** être protégés par des passe-fils isolants là où ils traversent du métal. Le véhicule **doit** être équipé d'un alternateur pour recharger la batterie sans entretien et alimenter en électricité à bas régime toutes les pièces électriques.
- e) Le véhicule **doit** être équipé d'un avertisseur sonore de recul permettant d'avertir le personnel que la transmission du véhicule est en marche arrière.
- f) Des batteries de grande capacité sans entretien **doivent** être fournies et fixées dans un endroit accessible et bien protégé.
- g) Les batteries **doivent** être rangées dans des coffres à batteries isolés.
- h) Un sectionneur principal accessible depuis le sol **doit** être fourni.
- i) Tout le câblage **doit** être étiqueté à chaque extrémité du raccordement.

3.24 Éclairage

- a) Le véhicule **doit** être muni de feux à DEL.
- b) Les feux **doivent** être encastrés ou autrement protégés contre les dommages, mais tous leurs composants doivent être accessibles aux fins d'entretien.
- c) L'intensité lumineuse de l'éclairage du tableau de bord à l'intérieur de la cabine **doit** être réglable.
- d) Les véhicules **doivent** être munis de dispositifs d'éclairage d'urgence.
- e) Les projecteurs **doivent** être du modèle Betts Industries 325503 (NSN 6240-01-662-5626) ou son **équivalent**.
- f) Un chemin d'éclairage automatique **doit** être installé dans toutes les armoires et être télécommandé lorsque le système de pompage est sous tension.
- g) Des lampes stroboscopiques orange de haute intensité **doivent** être installées dans le véhicule et être du modèle Star Warning 200A-12V-A ou son **équivalent**.

- h) Toutes les commandes d'éclairage **doivent** se trouver à l'intérieur de la cabine, à portée de main du conducteur.

3.25 Contrôles

- a) La fonction de chaque contrôle **doit** être indiquée de façon permanente sur celle-ci en anglais et en français ou au moyen de symboles internationaux définis dans la norme SAE J1362.
- b) Les contrôles du véhicule **doivent** être regroupés dans la cabine.
- c) Les contrôles des équipements **doivent** être regroupés dans l'armoire de pompage.
- d) Les contrôles ne **doivent** pas restreindre le champ de vision de l'opérateur.
- e) Un éclairage **doit** être prévu sur le tableau de contrôles pour les opérations nocturnes.

3.26 Instruments

- a) Les instruments **doivent** fonctionner en unités métriques, et pouvoir être vus par l'opérateur dans toutes les conditions d'éclairage.
- b) Un ampèremètre, voltmètre ou indicateur de charge **doit** être fourni.
- c) Un indicateur de température du liquide de refroidissement **doit** être fourni.
- d) Un indicateur de température et du niveau d'huile hydraulique **doit** être fourni, si le véhicule est équipé d'un circuit hydraulique.
- e) Un indicateur de pression d'huile du moteur **doit** être fourni.
- f) Le cas échéant, des voyants lumineux, situés à l'intérieur de la cabine et au poste de pompage, **doivent** signaler si une ou des prises de force sont enclenchées.
- g) Un compteur d'heures à affichage numérique, enregistrant avec précision le temps de marche du moteur jusqu'à un cumul d'au moins 9 999 heures **doit** être fourni.
- h) Un indicateur de niveau de carburant **doit** être fourni.
- i) Un indicateur de vitesse **doit** être fourni.
- j) Un tachymètre moteur **doit** être fourni.

3.27 Peinture

- a) Toutes les surfaces métalliques **doivent** être protégées.
- b) La couche d'apprêt **doit** être de haute durabilité et être résistante à la corrosion, comme le sont les revêtements époxydiques.
- c) La couleur **doit** être blanche.

3.28 Ruban rétroréfléchissant

- a) Un ruban rétroréfléchissant **doit** être installé sur le véhicule comme le prévoit le Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles (RSVA).

3.29 Protection anticorrosion

- a) Le véhicule **doit** être conçu et fabriqué de manière à prévenir la corrosion galvanique.
- b) Les matériaux utilisés pour fabriquer les véhicules **doivent** résister aux dommages ou à la détérioration découlant du nettoyage des équipements au moyen d'eau chaude ou froide, de vapeur ou de détergents.
- c) Un revêtement commercial de protection anticorrosion, tel le Krown Rust Control ou le Rust Check, **doit** être appliqué sur le véhicule.
- d) Un autocollant et des documents de garantie pour le revêtement de protection anticorrosion **doivent** accompagner chaque véhicule.

3.30 Plaques d'avertissement, de données et d'instructions

- a) Toutes les étiquettes d'identification, d'instructions et d'avertissement **doivent** être bilingues ou comporter les symboles internationaux définis dans la norme SAE J1362.
- b) Toutes les étiquettes d'identification, d'instructions et d'avertissement **doivent** être placées dans le champ de vision de l'opérateur.
- c) Tous les indicateurs et toutes les commandes **doivent** être munis d'une étiquette permanente.
- d) Des organigrammes du produit **doivent** être fournis et apposés à l'intérieur des portes de l'armoire de pompage.
- e) Les instructions de fonctionnement et **doivent** être apposé à l'intérieur des portes de l'armoire de pompage.
- f) Quatre supports de placards de marchandises dangereuses **doivent** être fournis et situés de chaque côté du véhicule.
- g) Il **doit** y avoir des dispositions pour monter une plaque d'identification du carburant de chaque côté du véhicule. Les panneaux mesurent 610 mm (24 po) de hauteur par 1,22 m (48 po) de longueur par 3,17 mm (0,125 po) d'épaisseur.

4. SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ

- 4.1 **Manuels du véhicule** – Tous les manuels traitant de la description, de l'exploitation, de l'entretien et de la réparation du système complet, y compris les sous-systèmes connexes, **doivent** être fournis.

4.1.1 Manuel de l'opérateur

- a) Les manuels de l'opérateur **doivent** être bilingues (anglais-français).

- b) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre des directives d'exploitation sécuritaire du véhicule.
- c) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre des directives/vérifications de l'entretien quotidien que doit effectuer l'opérateur (y compris la lubrification).
- d) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre des avertissements de sécurité.
- e) Les manuels de l'opérateur **doivent** comprendre, au besoin, les signaux manuels de rigueur.

4.1.2 **Manuel(s) de pièces**

- a) Le(s) manuel(s) de pièces **doivent** être en anglais (une version bilingue est cependant souhaitable).
- b) Le manuel de pièces **doit** comprendre des illustrations de tous les composants, de tous les équipements et de tous les accessoires fournis avec le véhicule, dont ceux d'autres fabricants fournis pour répondre aux exigences du contrat; ces illustrations doivent porter un numéro correspondant à celui qui accompagne le nom des pièces.
- c) Le manuel de pièces **doit** comprendre une liste de toutes les pièces cataloguées, accompagnées des numéros de pièces du FEO, du nom des pièces et d'une courte description des pièces.
- d) Le manuel de pièces **doit** comporter une liste établissant la correspondance entre le numéro de pièce du fabricant, le numéro de l'illustration et le numéro de pièce correspondant.
- e) Le manuel de pièces **doit** comporter une représentation des écriteaux bilingues d'avertissement et des étiquettes d'identification installées sur l'équipement à sa livraison.

4.1.3 **Manuels d'entretien**

- a) Le manuel d'entretien **doit** être bilingue (anglais/français).
- b) Le manuel d'entretien **doit** comprendre un guide de dépannage montrant les étapes et les essais requis pour déterminer la cause exacte d'un problème et une explication des mesures à prendre pour le régler.
- c) Le manuel d'entretien **doit** comprendre la liste des tolérances nécessaires, des couples de serrage, des volumes de liquides requis et il doit également comprendre une liste de tous les outils spéciaux (avec leurs numéros de pièce).
- d) Le manuel d'entretien **doit** comprendre des renseignements sur l'ordre de démontage et de montage des systèmes et composants du véhicule.
- e) Le manuel d'entretien **doit** comprendre la liste des outils spéciaux mentionnés au point 4.3.4.

4.1.4 **Remise des manuels au responsable technique**

- a) L'entrepreneur **doit** soumettre un exemplaire des manuels à l'approbation du responsable technique avant la livraison du véhicule/de la remorque, et ce, pour chaque modèle ou sous-système spécifié ci-dessus. Les spécimens de manuels ne seront pas restitués à l'entrepreneur. Le responsable technique approuvera ou commentera les manuels dans les 30 jours.

- b) Un (1) ensemble complet de manuels (opérateur, entretien et pièces) sur support électronique **doit** être livré au RT.

4.1.5 Remise de manuels avec le véhicule

- a) Un (1) jeu complet de manuels (opérateur, entretien et pièces) doit accompagner chacun des véhicules expédiés à chaque destination.
- b) Les manuels **doivent** être fournis sur support papier et électronique.

4.1.6 Support électronique

- a) Des exemplaires approuvés des manuels sur support électronique **doivent** être livrés sur CD ou DVD-ROM.
- b) Le document sur CD/DVD-ROM **doit** être en PDF verrouillé dans un format consultable et ni installation, ni mot de passe, ni connexion à Internet ne doivent être nécessaires pour y accéder.

4.1.7 Manuels provisoires

- a) Dans le cas où les manuels n'ont pas été approuvés au moment de la livraison du matériel, des manuels portant la mention « Provisoire » **doivent** être fournis avec le matériel.
- b) L'entrepreneur **doit** livrer des manuels de remplacement approuvés à toutes les destinations où des manuels provisoires ont été livrés.

4.1.8 Suppléments aux manuels

- a) L'entrepreneur **doit** fournir des suppléments aux manuels (utilisateur, entretien et pièces) à l'appui des équipements montés chez le concessionnaire dont ne traitent pas les manuels du véhicule.
- b) Les suppléments aux manuels **doivent** être fournis conformément aux stipulations des points 4.1.4 et 4.1.5.

4.1.9 Droits de traduction et de reproduction

- a) Le gouvernement du Canada **doit** pouvoir se réserver le droit de traduire et de reproduire, en tout ou en partie, pour son usage exclusif, les publications fournies, y compris les trousseaux de formation livrées dans le cadre de l'entente contractuelle.

4.1.10 Modifications des manuels

- a) Pour la période du contrat, les modifications de l'équipement ayant un effet sur le contenu des manuels **doivent** se refléter dans la révision des versions électronique et papier des manuels.
- b) Les modifications apportées aux manuels **doivent** être conformes aux mêmes exigences de format et de présentation que les manuels originaux approuvés.
- c) L'entrepreneur **doit** envoyer la version électronique révisée du manuel au responsable technique et aux emplacements de livraison.

4.2 Lettre de garantie

- a) La lettre de garantie **doit** inclure la liste de tous les fournisseurs de services de garantie canadiens désignés qui honoreront la garantie de l'équipement et des accessoires (le cas échéant) acquis dans le cadre du présent contrat, y compris le nom de la personne-ressource et le numéro de téléphone de chaque fournisseur de services de garantie.
- b) La lettre de garantie **doit** comprendre les garanties supplémentaires visant les sous-systèmes et une copie de la lettre de garantie bilingue provenant du fabricant d'équipement d'origine (FEO) de chaque sous-système.
- c) La lettre de garantie **doit** mentionner la durée de garantie négociée dans le cadre du contrat.
- d) La lettre de garantie **doit** inclure les coordonnées de l'entrepreneur et le nom et le numéro de téléphone de la personne chargée du soutien de la garantie.

4.2.1 Remise de la lettre de garantie

- a) L'entrepreneur **doit** fournir une lettre de garantie bilingue au responsable technique et avec chaque véhicule. Si le responsable technique exige que cette lettre soit produite selon le modèle fourni par le ministère de la Défense nationale (MDN), il doit fournir à l'entrepreneur un modèle de lettre de garantie qui soit acceptable par ce dernier.

4.3 Autres produits livrables de SLI à remettre au responsable technique

4.3.1 Sommaire des données

- a) Pour chaque marque, modèle et configuration du véhicule, l'entrepreneur **doit** fournir une fiche technique bilingue selon le modèle fourni par le responsable technique, résumant les données et comprenant une photographie du véhicule.

4.3.2 Photographies

- a) L'entrepreneur **doit** fournir des photographies en couleurs, prises devant un fond neutre, sur support numérique JPEG à une résolution d'au moins 10 mégapixels.
- b) Une vue avant gauche trois quarts de l'unité complète **doit** être fournie.
- c) Une vue des trois quarts arrière droits de l'unité complète **doit** être fournie.

4.3.3 Plan dimensionnel

- a) Une vue latérale et une vue de face, avec indication des dimensions, **doivent** être fournies. Les croquis des brochures sont acceptables.

- 4.3.4 **Liste d'outils spéciaux** – L'entrepreneur **doit** fournir une liste détaillée des outils spéciaux spécifiques nécessaires à l'entretien et à la réparation du véhicule. Celle-ci doit comprendre les renseignements suivants :

- a) Nom de l'article;
- b) Numéro de pièce de l'entrepreneur;

- c) Numéro de pièce du fabricant (FEO);
- d) Quantité recommandée par lieu de livraison;
- e) Prix unitaire;
- f) Unité de distribution.

4.3.5 **Liste des pièces de rechange recommandées (LPRR)** L'entrepreneur **doit** fournir une liste des pièces de rechange jugées nécessaires à l'entretien du véhicule pendant une période de 12 mois, excluant toute période de garantie, et faisant état :

- a) Du nom de l'article;
- b) Du numéro de pièce de l'entreprise;
- c) Du numéro de pièce du fabricant (FEO);
- d) Du code d'approvisionnement OTAN du fabricant d'origine (NCAGE) ou son nom et son adresse;
- e) Du NNO (numéro de nomenclature OTAN) (s'il est connu);
- f) De la quantité par équipement;
- g) De la quantité recommandée;
- h) Du prix unitaire;
- i) De l'unité de distribution.

4.4 **Rappels de sécurité et données sur l'entretien**

- a) Les rappels de sécurité et les bulletins d'entretien technique du constructeur, ou l'équivalent, **doivent** être transmis au responsable technique et aux lieux de livraison finale, sur une base continue, pendant toute la durée de vie utile du véhicule, ou pendant au moins 10 ans.

4.5 **Formation initiale**

- a) L'entrepreneur **doit** dispenser au moins 1 journée (8 heures) de formation initiale à chaque destination, pour un maximum de 8 personnes (à chaque destination).
- b) La formation **doit** traiter du fonctionnement détaillé et de l'entretien normal du véhicule ou de l'équipement et être offerte aux opérateurs et aux responsables de l'entretien des FAC.
- c) Les instructions initiales **doivent** être offertes dans les deux langues officielles aux emplacements situés dans la province de Québec, ou à la demande du responsable technique.
- d) Les dates de la formation **doivent** être fixées avec le responsable technique.
- e) À l'issue du cours, l'entrepreneur **doit** faire signer une « **ATTESTATION DE COURS D'INTRODUCTION** » au responsable de l'emplacement. Le responsable technique doit fournir ce document sur support électronique, sur demande.

Matrice d'évaluation technique
Camion-citerne à compartiment double d'une capacité de 10 000 litres

Renseignements sur le soumissionnaire

Nom du soumissionnaire :

Date de la proposition :

Marque et modèle proposés :

Critères techniques obligatoires		
Référence PD	Exigence PD	Exigences d'évaluation
3.1 b)	Acceptabilité par l'industrie La conception du véhicule doit avoir été acceptée par l'industrie, comme en témoigne le fait que le véhicule est fabriqué et vendu dans le commerce depuis au moins deux (2) ans, ou qu'il est fabriqué par une entreprise qui possède au moins cinq ans d'expérience de la conception et de la fabrication d'un type d'équipement comparables d'une capacité équivalente ou supérieure.	Références pour 3 clients ayant reçu un équipement de type comparable de complexité supérieure ou équivalente au cours des 5 dernières années
3.3.1 b)	Règlement sur la sécurité des véhicules Le véhicule prêt doit porter l'étiquette d'homologation de sécurité avec une marque nationale de sécurité (MNS), à titre de preuve de conformité ou être accompagné d'un formulaire d'importation de véhicule contenant une preuve d'inspection par le Régistrare des véhicules importés.	Copie de l'autorisation ministérielle
3.3.2	Enregistrement auprès de Transports Canada L'entrepreneur/sous-traitant doit être enregistré auprès de Transports Canada pour la fabrication et l'assemblage de TC-406 - <i>Citernes routières et citernes amovibles pour le transport des marchandises dangereuses</i> - avant l'adjudication du contrat.	Copie de la certification d'immatriculation valide de transport Canada
3.4.1 a)	Performance Au PNEV, le véhicule doit pouvoir maintenir une vitesse de marche avant d'au moins 100 km/h sur une route asphaltée et une vitesse de croisière d'au moins 95 km/h.	Informations de fond
3.4.2 c)	Capacités nominales La charge totale qui s'exerce sur chaque essieu du véhicule ne doit pas dépasser le PNEV pour cet essieu.	Calculs de conception préliminaires
3.8.1 b)	Pompes d'entraînement Les deux systèmes de pompage du produit doivent être entraînés par un arbre PDF ou des moteurs hydrauliques.	Informations de fond
3.15 b)	Système de filtration Le récipient de filtrage doit être du type PIN VF-61E (NSN 4330-01-284-4101).	Informations de fond
3.16.2 a)	Tuyaux d'avitaillement Deux tuyaux de qualité Arctique d'une longueur de 15,24 mètres (50 pieds) et d'un diamètre intérieur de 31,75 mm (1,25 po) doivent être fournis avec toutes les fixations nécessaires.	Informations de fond
3.20.1 c)	Compteurs Les compteurs doivent être des compteurs de Liquid Controls M7 de 1,5 pouce ou leur équivalent.	Informations de fond
3.20.2 b)	Enregistreurs Les enregistreurs doivent être du type Vaeder-Roet ou son équivalent.	Informations de fond
Équivalents proposés		
Référence PD	Exigence PD	Exigences d'évaluation
		Feuille de résumé de données incluse
		Feuille de résumé de données incluse
		Feuille de résumé de données incluse
		Feuille de résumé de données incluse